

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Entretien de M. Le Drian,
avec le directeur général de
Business France - Irak/Entretien de
M. Le Drian avec le représentant
spécial du SG de l'ONU -
Participation de M. Le Drian au
CAE/défense - Participation de M.
Le Drian au forum international de
Dakar - UE/Participation de M.
Lemoyne à la réunion des ministres
du commerce - G5 Sahel - Les
lauréats du programme SafirLab
reçus au Quai d'Orsay - Arabie
Saoudite - Liban - Afghanistan -
Cameroun - Situation de M. Yoann
Barbureau - Agendas
(Paris, 10 novembre 2017)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait les déclarations et répondu aux questions suivantes :

1 - Commerce extérieur - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, avec M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France (Paris, 10 novembre 2017)

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères a reçu le 10 novembre M. Christophe Lecourtier, directeur général de Business France.

Le Premier ministre a fixé au ministère de l'Europe et des affaires étrangères l'objectif de 200.000 entreprises exportatrices d'ici à 2022 contre 125.000 aujourd'hui. Pour atteindre cet objectif, une refondation du dispositif public de soutien à l'export est nécessaire. Dans ce contexte, M. Lecourtier a présenté les principales conclusions de sa réflexion, qu'il a menée à la demande des trois ministres de tutelle de l'opérateur Business France, MM. Le Drian, Mézard, et Le Maire.

Comme annoncé à leur prise de fonction, l'ambition du ministre et du secrétaire d'État Jean-Baptiste Lemoyne est de créer un véritable «service public de l'export», fondé sur une articulation renouvelée entre l'ensemble des acteurs, dont l'opérateur de l'État Business France, les régions - compétentes pour le développement économique territorial - et les Chambres de commerce et d'industrie - en France et à l'étranger. Le nouveau dispositif public

d'accompagnement de nos entreprises à l'export devra être plus simple, plus lisible, plus efficace pour les usagers que sont les entreprises. Un point d'entrée unique sera mis en place en région pour élaborer le premier diagnostic pour les entreprises primo-exportatrices et aider les PME/ETI à conquérir de nouveaux marchés. Un interlocuteur unique sera chargé de l'accompagnement des entreprises à l'étranger, avec l'ambassadeur comme chef de file. Sur l'ensemble de la chaîne de l'accompagnement, de nouveaux outils pourront être mis en place permettant d'assurer la continuité du suivi des entreprises. Cette nouvelle organisation reposera sur un partenariat refondé entre l'ensemble des acteurs de l'export, publics et privés, qui devra garantir un même standard d'exigences et de qualité sur tout le territoire et quel que soit le pays ciblé par l'entreprise.

Jean-Yves Le Drian et Jean-Baptiste Lemoyne ont l'intention de rencontrer prochainement l'ensemble des acteurs de l'export pour leur présenter ce projet de «service public de l'export». Ils auront une nouvelle réunion de travail avec les présidents de région au mois de décembre, à la suite de celle tenue le 5 septembre dernier, afin de déterminer les modalités d'action commune en faveur du redressement du commerce extérieur français.

2 - Irak - Entretien de M. Jean-Yves Le Drian avec M. Jan Kubis, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies (Paris, 10 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian a reçu le 10 novembre M. Jan Kubis, représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies pour l'Irak et chef de la mission d'assistance des Nations unies pour l'Irak (MANUI). Il lui a confirmé notre plein soutien à sa médiation ainsi que la disponibilité de la France à l'aider dans ses efforts pour parvenir à une solution politique en Irak.

MM. Jean-Yves Le Drian et Jan Kubis ont rappelé la nécessité de poursuivre les discussions entre autorités militaires fédérales et régionales kurdes sur des mécanismes de désescalade et l'urgence d'un dialogue politique entre le gouvernement fédéral et le gouvernement de la région autonome du Kurdistan. Ce dernier doit être mené dans le respect du cadre constitutionnel irakien, qui garantit l'unité et la souveraineté de l'Irak ainsi que la pleine reconnaissance des droits des Kurdes. Nous encourageons le gouvernement de la région autonome du Kurdistan à lancer un processus démocratique inclusif et à annoncer la tenue d'élections à une date compatible avec le calendrier politique irakien.

La France continue d'agir aux côtés des Irakiens pour vaincre Daech et contribuer à la stabilisation et la reconstruction de l'ensemble du pays au bénéfice de l'ensemble de sa population.

3 - Union européenne - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au conseil affaires étrangères/défense (Bruxelles, 13 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera à Bruxelles le 13 novembre à la réunion conjointe des ministres des affaires étrangères et de la défense de l'Union européenne.

Les échanges porteront sur les points suivants :

- Sécurité et défense : les discussions viseront au renforcement de la solidarité et de la coopération européennes en matière de défense et d'autonomie stratégique de l'Union européenne. En marge du conseil, la France, avec plusieurs États membres volontaires, notifiera son intention de participer à une «coopération structurée permanente» dans ce domaine. Ce dispositif prévu par le traité sur l'Union européenne a été activé sur la base de propositions de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et de l'Espagne. Il devrait être lancé dans les prochaines semaines. Une discussion conjointe des ministres des affaires étrangères et de la défense portera par ailleurs sur le développement d'instruments financiers ambitieux, dont le Fonds européen de défense. Les instruments de gestion civile des crises seront également évoqués ;
- sommet entre l'Union européenne et l'Union africaine : les ministres prépareront le sommet d'Abidjan des 29 et 30 novembre, dont le thème sera «Investir dans la jeunesse pour un avenir durable» (éducation, emploi et investissement, mobilité, paix et sécurité). Ils évoqueront en particulier le rôle de l'Union européenne au Sahel, notamment en soutien à la force du G5 Sahel ;
- Communication stratégique : les ministres évoqueront la communication stratégique à destination des pays partenaires, pour faire la promotion des activités de l'Union européenne auprès des opinions publiques, des médias et des autorités.
- Venezuela : des conclusions seront adoptées, ainsi qu'une décision imposant des mesures restrictives.

4 - Paix et sécurité en Afrique - Participation de M. Jean-Yves Le Drian au forum international de Dakar (13-14 novembre 2017)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participera les 13 et 14 novembre au forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique. Ce forum réunit chaque année chefs d'État et ministres, ainsi que de nombreux acteurs publics et privés qui travaillent pour la paix et la sécurité du continent.

M. Jean-Yves Le Drian rappellera l'engagement déterminé de la France pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme en Afrique, en particulier dans le cadre du G5 Sahel.

Le ministre de l'Europe et des affaires étrangères est particulièrement attaché à la bonne tenue de ce forum, à l'animation duquel il a apporté une forte contribution personnelle depuis sa première édition en décembre 2014 à Dakar. Le président du Sénégal, M. Macky Sall, a décidé depuis lors de l'organiser annuellement. Sa quatrième édition sera cette année consacrée aux nouveaux enjeux stratégiques du continent («Défis sécuritaires actuels en Afrique : pour des solutions intégrées»). Ces échanges permettront de faire émerger de nouvelles approches sur les politiques de défense, de sécurité et de développement, et de renforcer le dialogue inter-africain et international sur les défis de l'Afrique.

5 - Union européenne - Participation de M. Jean-Baptiste Lemoyne à la réunion des ministres chargés du commerce (Bruxelles, 10 novembre 2017)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, participe aujourd'hui au conseil affaires étrangères en formation commerce.

Cette réunion permet de préparer la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce, qui aura lieu du 10 au 13 décembre à Buenos Aires. Les ministres européens chargés du commerce y font également le point sur l'évolution des négociations commerciales avec le Mexique, le Mercosur et le Japon.

À l'occasion du débat sur la mise en oeuvre des accords de libre-échange, M. Jean-Baptiste Lemoyne présente la proposition française de création d'un «procureur commercial européen», chargé de vérifier le respect des règles commerciales par nos partenaires et de sanctionner toute pratique déloyale. Afin de renforcer la prise en compte du développement durable dans les accords de commerce, il évoque également devant nos partenaires européens les propositions portées par la France dans le cadre du plan d'action sur la mise en oeuvre de l'accord économique et commercial entre l'Union européenne et le Canada, adopté par le gouvernement français le 25 octobre.

En marge de cette réunion, M. Jean-Baptiste Lemoyne s'entretient avec ses homologues espagnol, italien et néerlandais.

6 - G5 Sahel - Inauguration du poste de commandement du secteur «centre» de la force conjointe (Niamey, 8 novembre 2017)

Le 8 novembre, à l'occasion de la première opération menée par la force conjointe du G5 Sahel, le poste de commandement du secteur «centre» a été inauguré à Niamey par M. Kalla Moutari, ministre nigérien de la défense, en présence de l'ambassadeur de France, et des autorités militaires du G5 Sahel du Niger, du Burkina Faso et du Mali.

Cette première opération, nommée «Hawbi», a engagé dans la région des trois frontières les forces burkinabè, nigériennes et maliennes, appuyées par les forces françaises de l'opération Barkhane. Elle a permis de montrer que la force conjointe du G5 Sahel était désormais opérationnelle et engagée concrètement dans la lutte contre le terrorisme. Elle a été conduite depuis le poste de commandement de Niamey créé, bâti et équipé en l'espace de seulement six mois.

En fournissant l'essentiel des matériels techniques ainsi qu'un important soutien humain, la France, avec l'appui de l'opération Barkhane, a joué un rôle moteur dans la montée en puissance de ce poste de commandement et de la mise en oeuvre opérationnelle de la force conjointe.

7 - Société civile - Les jeunes lauréats du programme SafirLab reçus au Quai d'Orsay (Paris, 9 novembre 2017)

Le 9 novembre 2017, les 25 jeunes lauréats du programme «SafirLab» ont été reçus au Quai d'Orsay.

Programme d'accélérateur des initiatives en matière de renforcement de la société civile et de développement de nouveaux médias, «SafirLab» s'adresse à de jeunes porteurs de projets d'innovation sociale en Afrique du nord et au Moyen-Orient. Six ans après les printemps arabes, de nombreux jeunes s'investissent pour développer leurs entreprises, favoriser la liberté d'expression et défendre les droits fondamentaux.

Les participants, originaires d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de Jordanie, du Yémen, des Territoires palestiniens, du Liban, de Libye et d'Égypte bénéficient d'une semaine intensive de formation à Paris du 4 au 13 novembre puis d'un tutorat de neuf mois dans leur pays. Au terme de ce suivi individualisé, les porteurs de projets se réuniront au Liban, à Beyrouth, en juin 2018 pour une dernière session d'échanges.

Ce projet est porté par l'Institut français et CFI, opérateur de coopération et d'aide au développement dans le domaine des médias, filiale de France Médias Monde.

Pour plus d'informations : www.safirlab.com

8 - Arabie Saoudite

Q - Avez-vous eu des assurances des autorités saoudiennes pour les investisseurs français qui ont des liens commerciaux avec les personnalités arrêtées cette semaine au royaume et est-ce qu'il y a eu une demande de l'Arabie saoudite de geler les avoirs en France de personnalités saoudiennes ?

R - La visite du président de la République à Riyad le 9 novembre a confirmé l'intensité des échanges bilatéraux entre nos pays.

Les entreprises et les investisseurs français exerçant leur activité dans ce pays le font dans ce cadre et dans le respect de la loi saoudienne.

9 - Liban

Q - Le ministre déclare ce matin qu'«il importe que lui-même (Saad al-Hariri) fasse ses choix» Avez-vous des indications que Hariri n'est pas en capacité de faire ses propres choix ?

Q - Avez-vous pu rendre visite à M. Saad Hariri et avez-vous constaté la liberté de mouvement dont Jean-Yves Le Drian a parlé ce matin ?

R - Notre ambassadeur en Arabie saoudite a rendu visite à M. Saad Hariri, à son domicile, au retour du voyage qu'il a effectué aux Émirats arabes unis, auquel le ministre a fait référence ce matin.

Comme le ministre l'a dit, nous souhaitons que M. Saad Hariri dispose de toute sa liberté de mouvement et soit pleinement en mesure de jouer le rôle essentiel qui est le sien au Liban.

10 - Afghanistan

Q - Est-ce que Paris serait prêt à donner une aide militaire en Afghanistan vu la croissance de la présence de Daech et la réduction des opérations contre le groupe en Syrie/Irak ?

R - La stabilité de l'Afghanistan est un enjeu de sécurité pour toute la communauté internationale.

Dans un contexte de recrudescence de la violence des Talibans et d'enracinement de Daech dans le pays, il est nécessaire que l'engagement militaire de l'OTAN en Afghanistan soit maintenu en soutien des autorités afghanes. Nous poursuivons notre soutien politique et financier à l'opération «Resolute Support».

Comme vous le savez, la France est par ailleurs engagée dans la lutte contre le terrorisme par des opérations d'ampleur dans plusieurs régions, dont le Sahel et la zone Syrie-Irak dans le cadre de la coalition internationale contre Daech.

11 - Cameroun

Q - Les sécessionnistes anglophones au Cameroun ont tué au moins deux gendarmes mercredi. Quelle est votre réaction ?

R - La France condamne ces crimes et réitère son appel au rejet de toute violence.

Des enquêtes ont été ouvertes par les autorités camerounaises en vue d'identifier les coupables, qui devront répondre de leurs actes devant la justice.

12 - Situation de M. Yoann Barbereau

Q - Je souhaiterais avoir un commentaire du Quai d'Orsay sur les derniers développements de l'affaire Yoann Barbereau. M. Yoann Barbereau a indiqué hier soir dans «Envoyé spécial» avoir été hébergé pendant un an à l'ambassade de France à Moscou. Pouvez-vous le confirmer et expliquer pourquoi et dans quelles conditions ? Il dit avoir fui la Russie par ses propres moyens. M. Barbereau a-t-il prévenu les autorités françaises préalablement ? Quelle est la position du Quai d'Orsay par rapport à cette fuite ? Yoann Barbereau met en cause l'inefficacité des autorités diplomatiques françaises dans son dossier. Que répond le Quai d'Orsay à ce sujet ?

R - M. Yoann Barbereau a été arrêté et condamné en Russie.

Il a bénéficié de la protection consulaire dès l'instant où il a été mis en cause. Dès lors qu'il s'est soustrait à la justice russe et s'est présenté à l'ambassade de France à Moscou pour y trouver refuge, ce ministère a pris toutes les mesures nécessaires pour l'assister et assurer sa sécurité. De nombreuses démarches ont en outre été effectuées auprès des autorités russes dans le seul but de trouver une solution qui permette à M. Yoann Barbereau de rentrer en France.

En lien étroit avec ses proches, M. Jean-Maurice Ripert, ambassadeur de France en Russie de 2013 à 2017, a personnellement veillé à ce qu'il soit pourvu à ses besoins. M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, le remercie de son engagement comme de la qualité des services qu'il a ainsi rendus.

Il souligne également que la protection des ressortissants français à l'étranger est une mission fondamentale du ministère de l'Europe et des affaires étrangères, qui y est profondément attaché et y consacre d'importants moyens. Il rend hommage au dévouement et à la compétence des agents en charge des questions consulaires en France et à l'étranger.

13 - Agendas du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, de la ministre chargée des affaires européennes et du secrétaire d'État (13 au 19 novembre 2017) - Principaux éléments publics

M. Jean-Yves LE DRIAN

Lundi 13 novembre

Conseil affaires étrangères, Bruxelles

Mardi 14 novembre

Forum international sur la paix et la sécurité en Afrique, Dakar

Mercredi 15 novembre

9h - Conseil restreint de défense, Élysée

10h - Conseil des ministres, Élysée

Jeudi 16 novembre

Déplacement en Arabie Saoudite

Vendredi 17 novembre - samedi 18 novembre

Déplacement en Inde

Mme Nathalie LOISEAU

Lundi 13 novembre

10h - Entretien avec M. Francis Morel, président du syndicat des éditeurs de la presse quotidienne nationale, Quai d'Orsay

11h30 - Entretien avec Mme Valérie Létard, vice-présidente du Sénat, Quai d'Orsay

Mardi 14 novembre

Session plénière du Parlement européen, Strasbourg

Mercredi 15 novembre

10h - Conseil des ministres, Élysée

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

Jeudi 16 novembre

Déplacement au Maroc

Vendredi 17 novembre

11h30 - Entretien avec Mme Ivanna Klympush-Tsinzadze, vice-Première ministre ukrainienne chargée de l'intégration européenne, Quai d'Orsay

M. Jean-Baptiste LEMOYNE

Lundi 13 novembre

Déplacement en Chine (commerce extérieur et tourisme)

Mardi 14 novembre

10h - Réunion avec une délégation de la « Qatar Business Association», Quai d'Orsay

12h - Entretien avec M. Samir Sharifov, ministre azerbaïdjanais des finances et co-président de la commission mixte franco-azerbaïdjanaise, Convention

15h - Questions au gouvernement, Assemblée nationale

16h45 - Questions d'actualité au gouvernement, Sénat

Mercredi 15 novembre

11h - Audition sur le plan d'action du CETA devant la commission des affaires étrangères, Assemblée nationale

Déplacement au Vietnam (FoodExpo et dialogue économique de haut niveau)

Jeudi 16 novembre - vendredi 17 novembre

Déplacement au Vietnam (FoodExpo et dialogue économique de haut niveau)./.